

# Quelle Allemagne après Merkel ?

INSTITUT  
MONTAIGNE



**CLIQUEZ ICI  
POUR TÉLÉCHARGER  
NOTRE NOTE**

**Paris, le 1er septembre 2021 - Les élections fédérales allemandes du 26 septembre prochain feront entrer le pays dans une nouvelle ère politique. Après 16 années de prospérité et de stabilité, quel est le pouls de l'Allemagne et comment se prépare-t-elle à "l'après Merkel" ?**

**Sur la base de plus de 40 auditions de décideurs politiques, de journalistes, de chefs d'entreprises, de représentants de syndicats et de la société civile, allemands et européens, l'Institut Montaigne propose une photographie précise de l'Allemagne contemporaine et met en lumière les débats qui traversent actuellement le pays.**

**Elle révèle les 5 axes de mutation principaux auxquels le pays doit faire face :**

- **la remise en cause des fondements du modèle politique allemand, à travers un questionnement sur l'efficacité du fédéralisme, de l'orthodoxie budgétaire et de la démocratie allemande en temps de crise ;**
- **l'affirmation de Berlin, comme nouveau centre politique, économique et culturel de l'Allemagne ;**
- **la recomposition de la vie politique après le départ d'Angela Merkel ;**
- **un bilan critique des années Merkel sur le plan économique et environnemental ;**
- **la capacité de l'Allemagne, considérée il y a 20 ans comme « l'homme malade de l'Europe », à s'affirmer comme une puissance centrale de plus en plus géopolitique.**

*"Les intempéries dramatiques qui ont frappé le pays en juillet 2021 bouleversent la tendance qui s'était dessinée dans la course électorale. Le rire déplacé d'Armin Laschet et l'inexpérience d'Annalena Baerbock ont donné lieu à une remontée fulgurante du parti social-démocrate dans les sondages face à une CDU et des Verts en perte de vitesse. Quelle qu'en soit l'issue, les élections fédérales de septembre et le départ d'Angela Merkel marqueront inévitablement un tournant dans l'histoire de l'Allemagne" expliquent Alexandre Robinet-Borgomano, responsable du programme Allemagne à l'Institut Montaigne et Marion Van Renterghem, Grand Reporter et auteur de *C'était Merkel* (Les Arène, 2021), tous deux co-auteurs de la note.*

### La pandémie, facteur de fragilisation de l'exception démocratique allemande

Le fédéralisme, perçu comme un élément clé de la réussite allemande dans la crise sanitaire, s'est avéré plus discutable au fil de la lutte contre la pandémie. L'affaiblissement de l'autorité de la chancière par rapport aux Ministres-Présidents des *Länder* a conduit à remettre progressivement en cause les équilibres traditionnels du pays. La fatigue de la pandémie a détérioré la confiance des Allemands en l'État. Même si le système de santé allemand s'est révélé être le mieux équipé en Europe, avec 33,9 lits en soins intensifs pour 100.000 habitants, l'instauration de mesures restrictives par l'Etat fédéral, le manque de tests et l'insuffisance du nombre de doses de vaccins ont été perçus comme un échec fondamental du gouvernement allemand. La crise sanitaire a en effet levé le voile sur deux failles de la démocratie allemande : un certain manque de transparence et la faiblesse de son administration.

### L'évolution de l'équilibre territorial allemand

Comprendre l'Allemagne implique de regarder l'organisation de son territoire. L'Allemagne voit aujourd'hui ses équilibres évoluer, à travers l'affirmation d'un nouveau centre, Berlin, et la recomposition de ses anciennes périphéries. Pour la première fois en 2020, avec un PIB par habitant de 41.970 euros, la Ville-Etat Berlin dépasse la moyenne allemande (41.360 euros par habitant). Si l'écart ville-campagne existe aussi en Allemagne, il est atténué par la présence d'une industrie en milieu rural composée d'entreprises familiales particulièrement performantes, le **Mittelstand**. Celui-ci contribue au succès économique de l'Allemagne - il génère 34,4% du chiffre d'affaires du pays - et à la structuration de son territoire, mais son attitude vis-à-vis de l'intervention de l'Etat dans l'économie tend à évoluer : s'il reste opposé à l'affirmation d'une Allemagne plus "géopolitique", il plaide désormais pour une relation renouvelée entre l'Etat et les entreprises.

### L'ouverture d'un vide politique face au renouvellement de la Chancellerie

Après 16 ans de pouvoir, le départ d'Angela Merkel ouvre un vide politique. C'est la première fois depuis la création de l'Allemagne, que le Chancelier sortant ne se représente pas. Compte-tenu de la popularité dont jouit encore la Chancière, qui incarne la stabilité, les principaux candidats à sa succession s'inscrivent largement dans la continuité de son action. Cette recomposition de la vie politique allemande ne marque pas de véritable rupture, dans la mesure où chacun des grands partis cherche, à sa manière, à se positionner comme un nouveau "centre". Cependant, les divisions internes affichées par la droite allemande au début de l'année 2021 ont abîmé l'image de stabilité qu'Angela Merkel avait conféré à son parti : en témoigne l'effondrement relatif dans les sondages de la CDU, un parti qui n'était jamais descendu en dessous de 30 % de votes, désormais stabilisée autour de 25 %. Les inondations qui ont submergé le pays en juillet 2021 pourraient également avoir sur le cours des élections une influence décisive, et à mesure que les élections se rapprochent, les variations de l'électorat sont de plus en plus intenses : avec une soudaine remontée du parti social-démocrate, le résultat des élections pourrait s'avérer plus surprenant que prévu.

### Un dynamisme économique en voie d'essoufflement

Depuis l'arrivée d'Angela Merkel au pouvoir, l'Allemagne est passée d'un taux de chômage de 11,5 % en 2005 à une situation de plein emploi : 3,8 % en 2020. Malgré cela, ses bilans économiques et climatiques demeurent ambivalents. Elle lègue au pays deux faiblesses : un système financier fragile, et le manque d'investissement dans le numérique et les infrastructures. Sur le plan

climatique, il convient également de relativiser le bilan de la "Klima Kanzlerin". Le jugement de la cour constitutionnelle allemande condamnant le gouvernement allemand pour son manque d'ambition climatique a levé le voile sur les contradictions et les impasses de la politique allemande de l'énergie et du climat.

La politique étrangère d'Angela Merkel restera marquée par une forme de complaisance vis-à-vis du régime autoritaire chinois. La stratégie du "Wandel durch Handel", soit le changement par le commerce, a pourtant échoué. Si le Mittelstand reste opposé à toute forme d'interventionnisme dans les affaires extérieures, les acquisitions d'entreprises stratégiques allemandes par des entreprises chinoises pourraient soutenir une réorientation de la politique allemande vis-à-vis de ces deux États. La Chine est incontestablement devenue une obsession allemande et la dépendance de son industrie vis-à-vis du marché chinois est désormais perçue comme une source de fragilité.

### Une affirmation européenne et stratégique

La nécessité d'apporter une réponse aux conséquences économiques de la pandémie a provoqué en Allemagne une révolution. La chancelière a en effet soutenu un plan de relance européen historique appuyé sur une capacité d'endettement en commun impliquant de la part de l'Allemagne un revirement à 180 degrés de ses dogmes sur l'équilibre budgétaire. L'Allemagne rompt ainsi avec l'obsession de l'austérité.

L'Allemagne s'est également imposée, de façon discrète, comme une grande puissance en renforçant notamment son rayonnement culturel et ses capacités de défense, en particulier dans le domaine militaire. En effet, ses investissements de défense dépassent désormais ceux de la France, avec 46,3 milliards d'euros dédiés à la politique de défense militaire en 2020 vs. 46,2 milliards d'euros en France, tandis que son engagement en Afghanistan témoigne de sa volonté de s'affirmer sur la scène internationale.

Plusieurs questions se posent désormais : comment voit-elle l'avenir du projet européen ? Comment interpréter ce « tournant européen » de l'Allemagne ? Et quelle orientation donnera le prochain Chancelier à la construction européenne ?

### 40 auditions d'acteurs économiques, politiques et académiques

Pour élaborer cette note, Marion Van Renterghem et Alexandre Robinet-Borgomano sont allés à la rencontre de plus de 40 personnalités allemandes et européennes de premier plan :

- **Peter Altmaier**, ministre fédéral de l'Économie et de l'énergie
- **Franziska Brantner**, députée et porte-parole des Verts, Bundestag
- **Thierry Breton**, commissaire européen au Marché intérieur, Commission européenne
- **Cécile Boutelet**, correspondante Économie du *Monde* à Berlin
- **Henri de Castries**, président, Institut Montaigne
- **Uwe Corsepius**, conseiller Union Européenne, Chancellerie fédérale
- **Claire Demesmay**, responsable du programme franco-allemand, DGAP
- **Anne-Marie Descôtes**, ambassadrice de France en Allemagne
- **Matthias Fekl**, associé fondateur Duprey-Fekl Avocats, ancien ministre de l'Intérieur

- **Clemens Fuest**, président, IFO Institute
- **Sylvie Goulard**, second sous-gouverneur de la Banque de France, ancienne ministre des Armées
- **Tina Hildebrandt**, directrice du bureau de Berlin, *Die Zeit*
- **Reiner Hofmann**, président, Confédération allemande des syndicats (DGB)
- **Roderick Kefferpütz**, analyste senior au Mercator Institute for China Studies ( MERICS)
- **Markus Kerber**, secrétaire d'État au ministère fédéral de l'Intérieur et ancien directeur général du BDI
- **Jörg Kramer**, chief economist, Commerzbank
- **Gunther Krichbaum**, président de la commission des Affaires européennes, Bundestag
- **Rüdiger Kruse**, député, rapporteur de la CDU pour le financement des infrastructures de transport et du numérique, Bundestag
- **Christine Lagarde**, présidente, BCE
- **Hans-Dieter Lucas**, ambassadeur d'Allemagne en France et à Monaco
- **Bruno Le Maire**, ministre de l'Économie, des finances et de la relance
- **Ulrich Matthes**, acteur et président, Deutsche Filmakademie
- **Katja Meier**, ministre de l'Europe et de la Justice du Land de Saxe
- **Nikolaus Meyer-Landrut**, Chef de la délégation de l'Union européenne en Turquie, ancien ambassadeur d'Allemagne en France
- **Edouard Michon**, Senior strategist, Allianz
- **Bernard de Montferrand**, senior advisor chez Roland Berger; ancien ambassadeur de France en Allemagne
- **Nora Müller**, directrice exécutive, Körber Stiftung
- **Philippe Oddo**, CEO, Oddo BHF Group
- **Nicolas Petrovic**, CEO, Siemens France
- **Gero von Randow**, ancien correspondant à Paris, *Die Zeit*
- **Wolfgang Schmidt**, secrétaire d'Etat, ministère fédéral des Finances
- **Wolfgang Schäuble**, président, Bundestag
- **Olaf Scholz**, ministre fédéral des Finances
- **Reinhold von Eben-Worlée**, CEO, E.H. Worlée & Co. ; président, Die Familienunternehmen
- **Sven Schulze**, maire de Chemnitz
- **Daniela Schwarzer**, directrice Open Society Foundations
- **Stephan Steinlein**, secrétaire d'Etat, Présidence de la République fédérale allemande
- **Constanz Stelzenmüller**, senior fellow, Brookings
- **François Villeroy de Galhau**, gouverneur, Banque de France
- **Stefan Vopel**, directeur, Bertelsmann Stiftung
- **Frank Weise**, président, Hertie Foundation
- **Jakob von Weizsäcker**, chief economist, ministère fédéral des Finances
- **Thomas Wieder**, correspondant à Berlin, *Le Monde*

CLIQUEZ ICI  
POUR TÉLÉCHARGER  
NOTRE NOTE

Nous vous attendons sur [Twitter](#), [Facebook](#) et sur [Instagram](#).

Inscrivez-vous à notre [Newsletter](#).

Lara Oliveau, responsable de la communication et des relations presse

06 99 79 43 62 ; [loliveau@institutmontaigne.org](mailto:loliveau@institutmontaigne.org)

**À propos de l'Institut Montaigne :** *think tank* indépendant créé en 2000, l'Institut Montaigne est une plateforme de réflexion, de propositions et d'expérimentations consacrée aux politiques publiques en France et en Europe. Ses travaux sont le fruit d'une méthode d'analyse et de recherche rigoureuse et critique, ouverte sur les comparaisons internationales. L'Institut Montaigne, association à but non lucratif pionnière en France, réunit des chefs d'entreprise, des hauts fonctionnaires, des universitaires et des personnalités issues d'horizons divers. Ses financements sont exclusivement privés, aucune contribution n'excédant 1,5 % d'un budget annuel de 6,5 millions d'euros. À travers ses publications et les événements qu'il organise, l'Institut Montaigne souhaite jouer pleinement son rôle d'acteur du débat démocratique.